

SOLIDARITÉ



Vol. 3 - No 5 • décembre-janvier 1979

1001, St-Denis • Montréal • 286-2020

NICARAGUA

Victoire d'un peuple organisé

Le renversement du régime dictatorial d'Anastasio Somoza par l'écrasement de la Garde Nationale en juillet dernier témoigne d'une solide organisation de base à tous les niveaux de la population.

La lutte d'abord clandestine, puis ouverte, a été le fruit de regroupement naturel des diverses couches de la population: travailleurs et paysans auxquels se sont ajoutés des regroupements de femmes et de militants chrétiens.

Les travailleurs

Au moment de l'insurrection, les travailleurs formaient l'effectif principal de l'armée de libération. Ils étaient déjà regroupés à l'intérieur de comités de défense chargés de la diffusion de la propagande sandiniste à l'intérieur des usines. Au moment de l'insurrection, ils ont rejoint le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN).

Les paysans

Pendant la guerre, les travailleurs paysans formant une milice rurale sont parvenus à stopper l'avance de la Garde nationale en coupant routes et autres moyens de communications et agissant comme support logistique à la véritable armée des Sandinistes.

Les femmes

L'engagement des femmes au cœur même de la guerre de libération du Nicaragua aura été une des forces déterminantes pour l'issue de l'épreuve de force opposant le peuple nicaraguayen et le directeur Anastasio Somoza.

Durant la première phase de la guerre, les femmes ont joué un rôle important auprès des organisations de masse, participé à des réunions clandestines déterminantes quant aux orientations et actions. Elles s'occupèrent également de formation de personnel pour assurer les premiers soins aux blessés.

Au cours de l'insurrection, elles se sont faites infirmières, cuisinières pour les combattants et combattantes en plus d'être des maillons importants du réseau clandestin.

Les chrétiens

Poussés par des motifs religieux et humanitaires, des chrétiens se sont regroupés pour offrir un appui direct à la préparation de l'insurrection. Agissant dans la clandestinité, ils ont préparé la population civile à l'insurrection, à l'état de guerre.

La reconstruction : un objectif révolutionnaire

Un pays dévasté

Certes, le régime despotique d'Anastasio Somoza a pris fin. Mais à quel prix : 50,000 vies humaines ! Les sandinistes ont dû faire face à un arsenal militaire très impressionnant, une Garde Nationale relativement bien entraînée possédant un équipement militaire très sophistiqué « made in USA ».



Le 19 juin dernier, plus de 500 manifestants ont participé à Montréal à une manifestation organisée par le comité de coordination et de solidarité avec le peuple du Nicaragua et le bureau des prisonniers politiques du Chili. Un mois plus tard, le 19 juillet, le peuple du Nicaragua sous la direction du Front Sandiniste de Libération Nationale renversait le régime du Dictateur Anastasio Somoza.

Les résultats de l'affrontement sont aussi très indicatifs de la tâche du relèvement de l'économie: 60% des habitations sont détruites, 80% du commerce anéanti, 60% des industries ont aussi été démolies et les récoltes tout à fait insuffisantes pour nourrir la population. Ainsi 60% des travailleurs sont actuellement chômeurs.

Contre-révolution

Les multinationales et une certaine bourgeoisie toujours liée avec le somocisme n'acceptent guère la défaite de leur « Empire » et la montée de cette économie sur laquelle le peuple veut garder son emprise.



La délégation du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) lors de la soirée de solidarité du 3 novembre dernier. Pedro Ortiz, responsable de la Centrale Sandiniste des Travailleurs; Victor Lopez, délégué de la Communauté Chrétienne pour la solidarité avec le peuple Grisol; Ricardo Zuniga, délégué de l'Association des Travailleurs paysans; et Isabel Gomez, déléguée de l'Association des Femmes Nicaraguayennes « Luisa Amanda Espinoza ».

La bourgeoisie sans armes, sans outil politique, ne parviendra pas à officialiser son action. Elle agit davantage dans le secteur économique en essayant par tous les moyens de déstabiliser l'économie: sabotage de la production et pire, promotion de l'industrie privée au détriment de l'entreprise communautaire. De toutes les sommes reçues pour relancer l'économie du pays, 80% ont été remises au secteur privé et 5% à l'entreprise communautaire. Or la moitié des entreprises et des terres agricoles ont été nationalisées car elles appartenaient au dictateur Somoza.

Unité, unité

À travers toute cette lutte menée contre Somoza et l'impérialisme américain, il y a une chose que les militants sandinistes ne sont pas près d'oublier: l'unité du peuple est la condition essentielle pour vaincre.

Note: Ce texte est essentiellement inspiré de l'entrevue réalisée par André Dionne du Journal Le Soleil, samedi le 3 novembre 1979, avec les 4 membres de la délégation du FSLN.

SOMMAIRE

- 1 Nicaragua: Victoire d'un peuple organisé
- 2 Editorial: Bâtir la solidarité internationale: UN DÉFI
- 3 Afrique:
 - Mozambique: Reconstruction nationale et déstabilisation par l'impérialisme...
 - Zimbabwe: Quels gains pour le peuple zimbabwéen??
- 4 Bâtir le Québec... des multinationales!
- 5 Amérique centrale:
 - Salvador: La bourgeoisie essaie de gagner du temps.
- 7 Nicaragua: Pour les sandinistes, les difficultés de la reconstruction ne sont pas seulement économiques.
 - Guatemala: « Où sont mes amis? », se demande le Guatemala
- 8 Chili: Revenus moindres pour les travailleurs - Toujours plus de profits pour les compagnies
 - Argentine: La Junta Militaire serre les dents et matraque le mouvement ouvrier
 - Guinée Équatoriale: Visite des camarades de la Guinée Équatoriale.

Participons à la reconstruction

Afin d'aider le peuple du Nicaragua à reconstruire son pays, vous pouvez souscrire des dons au comité de coordination et de solidarité avec le peuple du Nicaragua, 1001 St-Denis, Montréal.

Il faut savoir que \$2.00 ça représente le salaire d'une journée de travail au Nicaragua!

Pourquoi ne pas contribuer l'équivalent d'une journée de travail d'ici, à l'exemple des mineurs de Bolivie?

AMÉRIQUE CENTRALE

Face aux soulèvements populaires —

Les dictatures militaires incapables d'assurer la protection des intérêts américains

Depuis bientôt 3 ans, l'administration Carter aux États-Unis prêche « le retour à la démocratie » aux dictateurs latino-américains. Mises en place par l'impérialisme américain pour freiner la montée des luttes et stopper les expériences de gouvernements populaires, les dictatures militaires en seraient au terme de leur mission.

«La démocratie autoritaire»

Elles ont liquidé une génération de dirigeants syndicaux et politiques, elles ont désarticulé les économies des pays, elles ont supprimé les principaux droits démocratiques, et enfin elles ont préparé (ou sont en train de le faire) le cadre légal et constitutionnel nécessaire à l'exer-

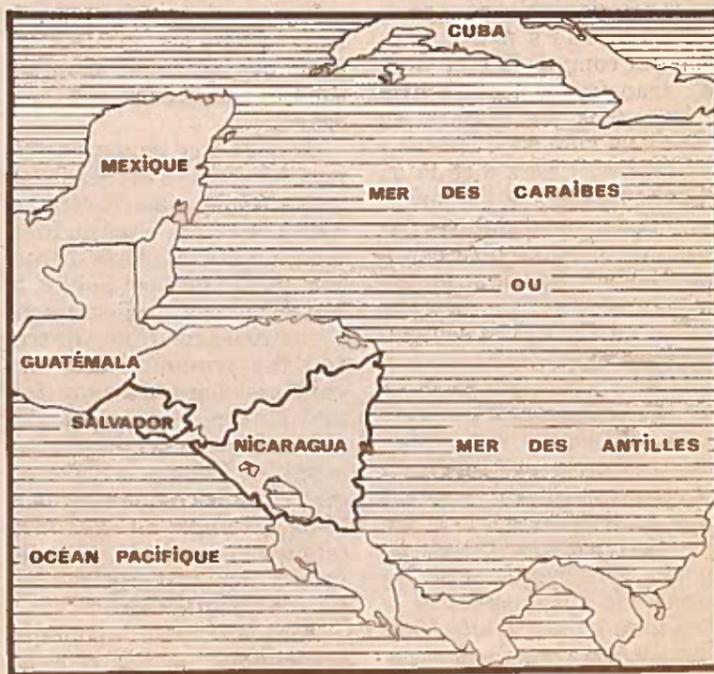
cice d'une « nouvelle démocratie », appelée maintenant « la démocratie autoritaire, restreinte, contrôlée. »

Cet exercice de « retour à la démocratie » est difficile et laborieux. Les élections, annoncées longtemps d'avance et précédées d'étapes précises et longues à franchir, sont souvent reportées.

Ce projet, mis de l'avant par les bourgeoisies des pays industrialisés, États-Unis en tête, soutenu par les bourgeoisies modernisantes d'Amérique Latine et appuyé par ce secteur de la gauche, qui, traditionnellement a joué un rôle d'opposition parlementaire dans les démocraties latino-américaines, semble prendre une tournure toute différente en Amérique Centrale.

Le dernier recours : la voie armée

Dans ce sous-continent tampon entre les deux Amériques, le retour à la démocratie est en train de s'effectuer plus rapidement que prévu et surtout par une voie non inscrite dans les constitutions existantes ou en train d'être rédigées : la voie armée. « Peuple armé, Fusil, La Patrie ou Mourir », est une des nombreuses variantes de la même consigne lancée par plusieurs organisations révolutionnaires latino-américaines. Ce qui pour plusieurs n'était que consigne, aventurisme ou extrémisme, est maintenant repris par des peuples entiers et la voie armée devient la voie du peuple opprimé, déshérité, mais décidé à vaincre. ■



SALVADOR

Au Salvador, la bourgeoisie essaie de gagner du temps

Le 11 septembre dernier, devant la Commission des relations extérieures de la Chambre des représentants, le secrétaire adjoint des États-Unis aux Affaires interaméricaines, Viron Vaky affirmait ceci : «... la situation (au Salvador) est plus incertaine (que dans les autres pays d'Amérique centrale), étant donné le conflit entre des groupes politiques et sociaux polarisés. Sous un système constitutionnel datant de 1962, les candidats militaires furent régulièrement élus à la présidence sous la bannière officiel du Parti de Conciliation Nationale ». « Le système politique n'accepte pas bien la dissidence ni les revendications de changement. La rigidité économique, politique et sociale des régimes successifs n'a pas permis d'ouverture suffisante pour empêcher la frustration et le mécontentement croissants. Cet atmosphère a donné lieu à une augmentation dramatique du terrorisme gauchiste ; les mouvements terroristes ont pros-

péré et leurs actions ont accéléré le passage à la violence révolutionnaire... les perspectives d'éviter la violence révolutionnaire s'estompent rapidement ».

Washington se réjouit du coup d'État

À peine un mois plus tard, le 15 octobre, un coup d'État renversait le général Carlos Humberto Romero, candidat défait aux dernières élections, mais quand même président depuis. Selon le magazine Time, Washington avait été informé au moins deux semaines à l'avance et n'a pas caché son enthousiasme dans ses premières déclarations suites au coup d'État.

La nouvelle junte de gouvernement est composée de deux colonels de l'armée, Adolfo Arnaldo Majano et Jaime Abdul Gutierrez et de trois civils : Ramon Mayorga Quiroz, recteur de l'Université d'Amérique centrale (UCA), Guillermo Manuel Ungo, secrétaire général du Mouvement National Révolutionnaire (MNR) et Mario Antonio

Andino, gérant de la filiale salvadorienne de la multinationale Phelps-Dodge.

Dans sa première conférence de presse, le nouveau gouvernement déclarait que ce n'était pas son intention de gouverner longtemps et qu'il convoquerait tôt l'an prochain, des élections libres, avec la participation de tous les partis politiques, y inclus le Parti de Conciliation Nationale (PNC) que représentait l'ex-dictateur Romero, ainsi que le Parti Communiste du Salvador (PCS) illégal.

La «plate-forme commune»

Ses premières mesures semblent tirées d'un document politique adopté un mois plus tôt par l'opposition traditionnelle et un secteur du mouvement syndical. Ce document, appelé la Plateforme Commune, est un programme progressiste de changements politiques et sociaux.

Il exige que cesse la répression, le démantèlement des organisations para-militaires et des escadrons de la mort, l'amnistie générale pour tous les prisonniers politiques et le retour des exilés.

Il prévoit le droit d'association politique et syndicale, tant dans le secteur industriel qu'agricole, de même que la reconnaissance du droit de grève.

Il demande des augmentations de salaires immédiates

pour les travailleurs, le contrôle des prix des aliments de base et le gel des loyers.

Il exige aussi l'accès massif et effectif des travailleurs agricoles à l'usage et à la propriété de la terre.

Adopté par le MNR, l'UDN et le PDC (voir Tableau), ce programme pourra-t-il être appliqué par la nouvelle junte de gouvernement? L'opposition révolutionnaire, composée des deux plus importantes organisations de masse, le BPR et le FAPU, liée chacune à des mouvements de gue-

rilla, les FLP et les FARN, refuse toute alliance avec des forces qui, selon son évaluation sont prêtes à entreprendre certaines réformes, mais sans toucher au système capitaliste.

Préparé par les États-Unis et leurs alliés salvadoriens, ce « retour à la démocratie », la démocratie autoritaire, restreinte et contrôlée, pourrait bien être devancé à moyen terme par une conquête de la démocratie populaire. L'exemple du Nicaragua est puissant dans la région. ■

Les organisations au Salvador

Supporteurs de la Plateforme Commune et de la nouvelle junte.

MNR : Mouvement National Révolutionnaire, dirigé par Guillermo Ungo, membre de la junte, Membre de l'Internationale Socialiste.

UDN : Union Démocratique Nationale. Front légal du Parti Communiste, (pro-Moscou), illégal.

PDC : Parti Démocrate-Chrétien.

Organisations de masses

BPR : Bloc Populaire Révolutionnaire. La plus grosse organisation de masse, composée de travailleurs agricoles, étudiants, habitants des bidonvilles, certains syndicats industriels ; associée au FPL. S'oppose à la junte.

FAPU : Front d'Action Populaire Unifiée. Plus petite, mais plus ancienne que la précédente. Associée aux FARN. S'oppose à la junte.

LP-28 : Ligue Populaire — 28 février. Petite organisation à composition étudiante. Associée à l'ERP. Après avoir appelé à l'insurrection, elle appuie maintenant la junte. Signataire de la Plateforme Commune.

Groupes de guérilla

FPL : Forces Populaires de Libération Farabundo Martí. Marxiste-Léniniste.

FARN : Forces Armées de Résistance Nationale, marxiste-léniniste.

ERP : Armée Révolutionnaire du Peuple. Bras armé des LP-28. Appuie la nouvelle junte.

Autre

UCA : Université d'Amérique Centrale « José Simeon Canas ». Université catholique privée, dont les professeurs ont apparemment aidé à planifier le coup et dont deux d'entre eux sont membres de la nouvelle junte.

Source : The Guardian, October 31, 1979, p. 13.

NICARAGUA

Pour les sandinistes, les difficultés de la reconstruction ne sont pas seulement économiques

Les tâches de reconstruction du pays qu'affrontent les sandinistes depuis la victoire populaire du 19 juillet dernier, sont énormes et de tout ordre. Les premiers problèmes qu'on devine facilement sont d'ordre économique. Dûrement affecté par le tremblement de terre de 1972, littéralement pillé par Somoza et sa clique, sauvagement dévasté par la guerre, le Nicaragua est en banqueroute. Annoncée à grands renforts de publicité, l'aide internationale promise par les pays industrialisés, États-Unis en tête, est beaucoup moins généreuse que prévue et surtout très lente à se concrétiser.

La droite se réorganise

Cette période d'attente est difficile pour les forces populaires et sandinistes, car elle favorise la possible réorganisation des forces somocistes ou des forces bourgeoises, ce que souhaite ardemment l'impérialisme américain.

Les Américains montreraient beaucoup plus d'empressement à aider, s'il s'agis-

sait d'un gouvernement nettement social-démocrate à la Dominicaine ou à l'Équatorienne.

Quatre mois après la victoire, il y a toujours des franc-tireurs qui poursuivent leur œuvre de destruction dans le pays et plusieurs militaires (autour de 400) de l'ex-Garde Nationale, réfugiés à l'ambassade du Guatemala, quittent leur refuge la nuit pour accomplir des missions punitives et regagnent l'ambassade à l'aube.

Les opposants ne sont pas tous armés de fusils. Jouissant de la liberté de manœuvre accordée par les sandinistes, plusieurs tentent de freiner l'avancée de la révolution populaire en utilisant leurs propres moyens de propagande et leurs organisations.

Il semble même que plusieurs agents du service de renseignements du régime Somoza qui avaient réussi à s'infiltrer dans les organisations populaires et syndicales soient



toujours à l'œuvre. En septembre dernier, cinq indicateurs du Parti Socialiste Nicaraguayen (PSN - pro Moscou) furent arrêtés.

Par ailleurs, la longue période de dictature somociste avait empêché le développement d'organisations de masse, larges, démocratiques et de classe.

De nouvelles organisations de masse

Cette situation explique les efforts que fait maintenant le FSLN pour faciliter à tout le peuple l'accès à de nouvelles organisations de masse qui lui permettra de jouer un rôle actif dans la révolution.

Les comités de défense sandinistes (CDS)

Parmi les organisations de masse sont nées les comités de défense sandinistes qui regroupent l'ensemble de la population par pâtés de maisons. Ils accomplissent des tâches de vigilance, d'éducation, de reconstruction domiciliaire et d'hygiène.

Cette vaste mobilisation populaire est la voie que privilégie le FSLN pour consolider la victoire si chèrement acquise et pour solutionner certaines des difficultés qui surgissent et qui continueront de surgir encore.

La centrale sandiniste des travailleurs (CST)

Organisée à partir de syndicats fondés dans la clandestinité au cours des années qui précédèrent le renversement de Somoza, la Centrale Sandiniste des Travailleurs compte maintenant plus de 340 syndicats qui regroupent près de 108,000 travailleurs qui n'avaient jamais été syndiqués.

Auparavant, il existait trois centrales syndicales qui n'avaient réussi qu'à syndiquer environ 4% des travailleurs à cause de la répression et du faible degré d'industrialisation.

Le Ministre du Travail du Nicaragua a confirmé au Congrès du Travail du Canada que les Travailleurs ont la pleine liberté d'adhérer aux syndicats de leur choix. Il a de plus affirmé que le gouvernement ne projette pas de faire passer des lois pour obliger les syndicats à s'unir dans une seule centrale syndicale.

Cependant, la Centrale Sandiniste des Travailleurs a entrepris des pourparlers avec chacune des centrales afin de favoriser la formation d'une centrale unique des travailleurs car c'est seulement l'unité des travailleurs et du peuple qui permettra de vaincre l'impérialisme américain et de construire une société nouvelle. ■

GUATEMALA

« Où sont mes amis ? » se demande le Guatemala

Depuis la victoire sandiniste au Nicaragua et le remplacement du dictateur Romero par une junte civico-militaire au Salvador, Romeo Lucas Garcia, président « élu » du Guatemala est de plus en plus isolé dans la région. Son seul allié possible, le Honduras, est trop occupé par ses propres divisions internes pour lui être d'un secours efficace. De plus, depuis les événements du Nicaragua et du Salvador, Washington exerce de fortes pressions sur la junte militaire en place, l'invitant à améliorer rapidement son image et à se dissocier du Guatemala.

Depuis septembre, trois événements ont accentué l'isolement international du Guatemala. Le 15 septembre dernier, Amnesty Internationale lançait une importante campagne « contre l'assassinat politique au Guatemala ». Amnesty accuse le gouvernement guatémaltèque d'avoir tué 2,000

personnes depuis mai 1978. Un cas typique d'assassinat politique est celui vécu par le syndicat des travailleurs de la COCA COLA. Depuis son accréditation (1976), 4 travailleurs, dont deux secrétaires du syndicat ont été assassinés, 16 furent sérieusement blessés par la police à l'intérieur de l'usine, 23 furent emprisonnés et 157 mis à pied illégalement. Le cas le plus important fut celui du massacre de 100 paysans à Panzos. Dans la deuxième quinzaine d'octobre, l'Organisation des États Américains (OEA) tenait sa réunion en Bolivie. Le représentant du Guatemala s'attendait à être réélu au poste de secrétaire général adjoint de l'organisme. Il fut battu. Enfin les États-Unis viennent de retirer leur appui au sein de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) à un prêt de 15 millions qui allait être consenti au Guatemala. De plus ils ont décidé de

suspendre le programme d'aide militaire pour l'année 80.

Dans le pays, l'agitation sociale est grande. La victoire sandiniste est souvent citée en exemple par le peuple et la répression systématique, très douloureuse pour les forces populaires, est incapable d'empêcher la montée des luttes. Marches de paysans sur le parlement exigeant des éclaircissements au sujet de leurs camarades disparus, manifestations d'étudiants exigeant la libération du secrétaire général de leur organisation, kidnappé, protestations du Comité National D'Unité Syndicale (CNUS) au sujet du nouveau code du travail qui interdit explicitement le droit de grève générale et restreint les débrayages, sont des actions quotidiennes et d'une ampleur grandissante.

À ces actions de masse se combinent l'action croissante des organisations révolutionnaires. De plus en plus présentes chez les masses paysannes et à la ville, ces organisations développent une stratégie de guerre populaire prolongée. La tendance vers la coordination, voire l'unité des trois organisations existantes, jointe aux facteurs d'isolement international et de montée de

la combativité des masses, pourrait amener à moyen terme la chute du dictateur militaire, à moins que Washington puis-

se le convaincre à court terme d'améliorer son image et d'embolter le pas au « retour à la démocratie ». ■

